



Ay Nicaragua !

**Bulletin interne digital destiné aux acteurs/trices
de la solidarité (sur place et en Suisse) avec le Nicaragua,
et sympathisant.e.s**

Boletín 4

13 de octubre 2018

Indice:

A) Comunicado nuestro, publicado por Radio La Primerísima (Nicaragua)	Página 1
B) Textos relacionados con la actualidad y procedentes de Nicaragua	Página 4
C) Textos relacionados con la actualidad y procedentes de Suiza, Francia, España	Página 10
D) Documentos Factuales	Página 26

A) Comunicado nuestro, publicado por Radio La Primerísima (Nicaragua)

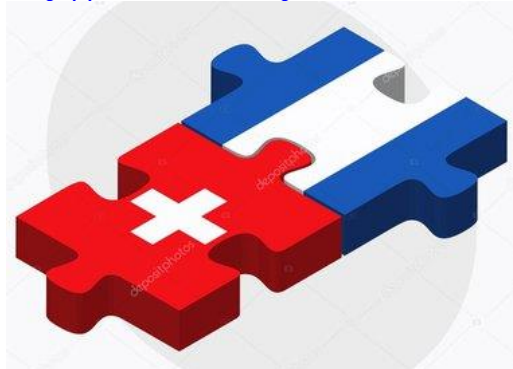
Bol. 4 / Doc. N° 1: Comunicado nuestro del 1 de octubre 2018 (Berna)
Publicado por Radio La Primerísima



Nicaragua, una crisis no resuelta que espera respuestas políticas

01 Octubre 2018

<http://www.radiolaprimerisima.com/blogs/2042/>



Communiqué No 2

Nicaragua, une crise non résolue dans l'attente de réponses politiques

Même si la violence qui s'est déchaînée dans la dernière quinzaine d'avril au Nicaragua a diminué de façon significative au cours de ces dernières semaines, la crise politique qui affecte ce pays d'Amérique centrale n'a pas trouvé d'issue. Il est urgent de voir se profiler des avancées, et à court terme, avec la participation de tous les secteurs concernés, dans le but de trouver un chemin de consensus durable.

C'est du moins la conviction d'un groupe nombreux d'associations actives depuis 40 ans dans la solidarité avec le peuple nicaraguayen. Le mouvement suisse de solidarité ratifie sa conviction de devoir trouver une solution politique à la crise. De nature à éviter tout risque d'une escalade aboutissant à une guerre civile et qui puisse écarter toute tentation assassine d'intervention militaire étrangère.

La fracture nationale et les polarisations sociales qui se sont produites à partir des faits qui ont éclaté dès le 18 avril 2018 sont une réalité de nature très triste et lamentable.

La douleur laissée par plus de 200 morts, de l'opposition ou du côté sandiniste – certaines sources mentionnent 300 et plus – et les quelques centaines de blessés des deux camps, ainsi que des détenus, cette douleur pèse des tonnes sur l'actualité politique. Avec des conséquences désastreuses pour l'économie nationale – en croissance constante jusqu'en avril 2018 – qui portent directement atteinte aux conditions de vie de l'ensemble de la société nicaraguayenne, en particulier les secteurs les plus défavorisés qui ont subi la destruction de dizaines de milliers de postes de travail.

Ce traumatisme profond ne pourra être absorbé à l'échelle de la Nation qu'à travers un espace de partage de parole entre les représentants de tous les secteurs impliqués.

Ce n'est pas à nous, mouvement de solidarité, de dicter des recettes à qui que ce soit au Nicaragua : ni au gouvernement, ni à l'opposition ni à nos partenaires nicaraguayens avec qui nous travaillons au coude à coude depuis quatre décennies.

Ne nous incombe pas davantage une prise de position sur l'avancement ou non des élections présidentielles ni d'exiger le départ ou le maintien du gouvernement. Ni sur la dynamique d'un retour au "Dialogue National", ni sur le rôle que peut remplir ou non la communauté internationale. Toutes ces décisions sont du ressort exclusif du gouvernement et du peuple nicaraguayen, dans le cadre de référence juridique de la Constitution nationale.

Comme mouvement de solidarité il nous appartient en revanche d'exprimer notre position, déjà avancée le 18 mai dernier, sur la nécessité d'un espace d'échanges politiques concerté comme antidote principal pour s'opposer de façon stratégique à la montée de la violence.

Il nous revient également, comme mouvement solidaire, de requérir des autorités nicaraguayennes d'adopter des mesures pour faire toute la lumière sur les causes des décès et des blessés survenus lors de la crise. D'insister sur de nécessaires enquêtes judiciaires impartiales concernant tous les cas de violence connus. Et des verdicts équitables pour tous les accusés, qu'ils se revendiquent de l'opposition ou du gouvernement, y compris les groupes proches des forces gouvernementales. **Tous les citoyens doivent être égaux devant la loi, indépendamment de leurs positions politiques.**

C'est à nous également, mouvement de solidarité, d'interpeller l'État et le gouvernement du Nicaragua, qui est, rappelons-le, le principal responsable dans n'importe quelle nation démocratique de la gestion de la politique interne, c'est à nous d'intercéder pour tourner le dos à la tentation de déclencher une large politique de représailles consistant à militariser davantage le pays et à criminaliser systématiquement les acteurs sociaux de l'opposition. Toute réponse à des actes de violence doit être conduite dans le strict cadre de la loi. Les manifestations pacifiques et les différences d'opinion doivent être garanties. Le maintien de l'ordre public doit être de la seule responsabilité des forces de police dûment identifiées.

En demandant cela, nous sommes également conscients que certains secteurs de l'opposition ont recouru à des méthodes violentes (barrages routiers armés, assassinat de policiers et de militants sandinistes, destruction et pillage d'édifices ou de biens publics, incendie de moyens de transports). Ces pratiques criminelles ont provoqué, au moment le plus fort de la crise, une situation dramatique d'insécurité dans plusieurs régions du pays. Avec de graves conséquences sur l'économie nationale et les pires répercussions vécues par les secteurs sociaux les plus vulnérables. Nous ne pouvons accepter ni approuver cette stratégie du chaos et pouvant entraîner un coup d'État défiant l'ordre constitutionnel du pays.

Nous insistons, de notre point de vue, et en fonction des multiples informations et témoignages de nos partenaires et amis proches au Nicaragua, sur le fait que la crise ne pourra se dissiper par un surcroît de répression, de représailles et de persécutions envers ceux et celles qui pensent différemment. Seul un rapprochement politique fait de consensus, de justice et de réparation envers les victimes recensées dénouera la crise qui perdure.

Comme nous l'avons précisé en mai passé, et dans chacun de nos trois bulletins d'information mensuels, nous réitérons notre position : **comme acteurs principaux de la solidarité suisse avec le Nicaragua, nous sommes décidés à continuer notre soutien, plus que jamais nécessaire, à nos partenaires organisés sur place dans le pays, ainsi qu'au peuple sandiniste.** Nous ne partageons pas la décision de secteurs de la coopération qui entendent se retirer du Nicaragua.

Nous sommes également en désaccord avec les secteurs, en Europe, qui s'autoproclament "de gauche" et qui attaquent unilatéralement le Front sandiniste, en faisant régner un silence indécent sur les actes de violence et les assassinats commis par des groupes nicaraguayens d'opposants, convergeant directement avec des forces qui misent, de l'extérieur du pays, sur une stratégie du chaos.

Nous ratifions notre engagement solidaire avec toutes les associations, groupes locaux, initiatives, ONG du Nicaragua, projets en cours, etc. avec lesquels nous travaillons étroitement depuis le début des années 80. Et qui, en tout temps – y compris lors des derniers mois – ne renoncent pas à la construction d'un pays plus équitable, social et humain, principal héritage vivant et légué par la révolution sandiniste.

Berne, 1^{er} octobre 2018

Signent les organisations suivantes :

Association Nicaragua-El Salvador de Genève ; AMCA (Associazione per l'Aiuto medico al Centro America) ; Association Maurice Demierre ; E-CHANGER ; Groupe Nicaragua Jumelage Delémont-La Trinidad ; Jumelage Bienne-San Marcos ; Solidarité avec le Nicaragua de Zürich ; Zentralamerika Sekretariat (ZAS) et personnes solidaires de Aigle, Berne, Fribourg, Lausanne et d'autres villes de Suisse.

B) Textos relacionados con la actualidad y procedentes de Nicaragua

Bol. 4 / Doc N°2: Testimonio desde San Marcos.

Hoy después de algún tiempo reflexionando me decido a escribir estas líneas.
(....)

La situación general del país no apunta para mejora, siguen protestas, marchas, contramarchas, detenciones, grupos armados, expertos anuncian crisis económica, despidos de médicos especialistas, cierres de negocios, líneas aéreas han suspendido o disminuido frecuencia de vuelos, se agudiza crisis migratoria, particularmente hacia Costa Rica, y mas allá de nuestras fronteras todo lo que ocurre en los principales organismos internacionales referente a esta crisis.

Nicaragua, entra de nuevo en un ciclo de desestabilización, y no estoy hablando de "derechas" o de "izquierdas", ni de "revoluciones" o "golpes de estados", pues en Nicaragua, las manifestaciones, las marchas, los plantones, los tranques, los paros nacionales, han sido parte de las luchas por demostrar el descontento de los gobernados por la anomalías y abusos de los gobernantes.
(....)

Nicaragua esta en crisis, no porque se hable de golpes de estado, o de USA, o de Venezuela; de derecha o de izquierda; esta en crisis por que se han estado violentando derechos civiles, derechos políticos e incluso derechos humanos;

Nicaragua esta en crisis, la "revolución" esta en crisis, la izquierda esta en crisis, porque están en crisis los valores que en un inicio la sustentaron; ¿acaso la iglesia que ahora acusan de oposición, no fue la misma que negocio con Somoza la salida ilesa de Eden Pastora y el resto de compañeros cuando se tomo el Palacio Nacional? ¿acaso no fue la iglesia que negocio con Somoza para que respetaran las vidas de los compañeros que se tomaron la casa de Chema Castillo? ¿y no fue la Iglesia la garante para que se respetaran los acuerdos alcanzados en Esquipulas?. ¿quien decide a que heridos se atiende y a cuales no?, ¿acaso el derecho a la atención medica no es un derecho humano universal, ¿que medios de comunicación merecen censura y cuales no? ¿acaso el derecho a la libertad de prensa no es un derecho civil?, ¿que manifestaciones se apoyan y cuales se reprimen? ¿acaso la protesta no es un derecho político de todo ciudadano?

¿acaso en 1979, además de derrocar a la dictadura, no se luchó por la igualdad de derechos? - cuando la consciencia hace la pregunta :¿es correcto? uno puede llegar a tomar una posición que no es ni política, ni segura, ni popular; pero se debe tomar porque es la correcta (parafrasis de Luther King)

Nicaragua esta en crisis, y desde fuera se mira distinto que desde adentro; se esta acumulando mucha energía y mucha tensión, a nivel nacional e internacional, vienen tiempos mucho mas difíciles.

saludos a todos

Hermanamiento Bienne San Marcos: De San Marcos

Bol. 4 / Doc N°3: Vidas truncadas

Vidas truncadas en Nicaragua. (Loren Sanchis, agosto de 2018)

[de nicainternacionalista 1 septiembre 2018](#)

Los « tranques » fueron uno de los episodios más fuertes de los sucesos violentos en Nicaragua entre abril y julio de 2018.

Desde los primeros días las barricadas aparecieron en Managua, en los sectores de las universidades UPOLI y en las cercanías de la UCA y de la UNI. Si las barricadas pertenecen a la historia de Nicaragua como símbolo de resistencia y arma de la defensa popular, los adoquines amontonados desde los primeros días tomaron el nombre de «tranques»: Ahí se diferencia fundamentalmente un movimiento opositor que buscó revertir los símbolos revolucionarios (barricadas, cantos revolucionarios, morteros, pintas que retoman o transforman los lemas revolucionarios...).



Luego de aparecer en los primeros días conectados a los sectores universitarios en las avenidas capitalinas, los tranques se multiplicaron por las principales vías y ciudades del país. El titular del diario El País del 11 de junio de 2018 resume las noticias difundidas al nivel mundial: «Nicaragua se alza en barricadas contra Ortega. Los bloqueos en las carreteras han dejado varados a 6.000 camiones de carga con pérdidas de más de 70 millones de dólares».

En resumen, la versión divulgada por muchos medios de comunicación explica que, para protegerse de la represión estatal, el pueblo buscó protección con las barricadas. Aunque este movimiento aglutinó todo tipo de descontentos en la sociedad -hasta sandinistas- en los primeros días, rápidamente surgió un fenómeno extraño: la imposibilidad del movimiento opositor para mantener los tranques por falta de «militantes». Todas las personas entrevistadas a lo largo de mi viaje en agosto (en las ciudades de Rivas, Managua, Matagalpa y testimonios de habitantes de Jinotepe) aseguran que los tranques fueron mantenidos por gente pagada, avitualladas en comida, alcohol, hasta droga, y en muchos casos dotadas de armas: En Managua, Jinotepe y Matagalpa mencionan el hecho que muchos «tranquistas» eran pagados (por personas adineradas: comerciantes, médicos, hacendados...). Grupos delincuenciales fueron reclutados para trancar carreteras, al igual que trabajadores del campo asignados a la tarea por hacendados (Ejemplos de los tranques de Matagalpa hacia Managua o la carretera entre Matagalpa y La Dalia). A tal punto que a partir de julio, la escasez de financiamiento ablandó los tranques.





Esto cuestiona también la espontaneidad del movimiento. Los tranques no fueron mantenidos por una mayoría de estudiantes ni por los habitantes sublevados de los barrios o de comunidad alguna. Con las entrevistas, me di cuenta que la mayoría de la población quedó encerrada en sus casas porque los tranques no permitieron a la propia población desplazarse para acceder a la alimentación, la medicina o a trabajar. También los tranques eran zonas sumamente inseguras, donde la gente era sometida a requisas y robo de pertenencias personales, entre ellos vehículos... En fin, el tranque a la larga, se transformó en un arma anti-popular. Los propios estudiantes reconocieron que no tenían la capacidad de controlar el « movimiento de abril » porque varios actores con intereses contradictorios se aglutinaron con un solo objetivo: Acabar con el gobierno de Daniel Ortega. (Entrevista de Harley Morales, El Faro, 10 de junio de 2018). El movimiento estableció una táctica relámpago para que Daniel Ortega abandonara el poder... sin pensar que, por lo menos, la mitad del pueblo respaldaba al gobierno sandinista.

Con el primer dialogo (16 de mayo de 2018), el presidente Ortega cedió a la exigencia de obispos católicos para que la Policía Nacional se acuartelara. Y la mayoría de la gente se sintió indefensa cuando los tranques empezaban a imponerse y a bloquear la vida cotidiana. En la ciudad y en el campo, la población se enteraba de lo que sucedía mediante las redes sociales, la televisión, la radio... A partir de ahí, varios sectores de la sociedad, ante la violencia, empezaron a juntarse y a organizar su propia defensa (zona rural de Jinotega, zona rural al sur de Matagalpa...).

En los primeros días de agosto, volvieron los opositores a reunirse (con grupos ya mucho más reducidos: apenas 150 el 2 de agosto) pero los tranques no volvieron a levantarse por falta de « militantes de la oposición », en un contexto en que esos tranques atemorizaron a la mayoría de la población que los rechazó.

Cuando llegue a Nicaragua en los últimos días de julio, Managua trataba de volver a la normalidad. Volver a salir, volver al mercado, visitar amigos, ir a la escuela, ir al trabajo por los que pudieron conservarlo (mas de 150.000 empleos perdidos en 4 meses)... La gente trataba de volver a la normalidad a pesar de la angustia, del miedo que se apoderó de las calles en los últimos meses. Este sentimiento explica la masiva y excepcional movilización del 19 de julio : Las concentraciones para el aniversario de la Revolución Sandinista fueron aprovechadas para salir y desahogarse tras el encierro impuesto por la situación de violencia. Para que la normalidad no solo fuera una simple apariencia, el gobierno tendrá que tomar en cuenta las causas que trancaron y truncaron tantas vidas a partir de abril del 2018.

Loren Sanchis

Bol. 4 / Doc N° 4:

"Vidas trancadas en Nicaragua" (Comentario crítico de Managua)

Dar alusión a ese título es tener valor para maquillar la situación actual de nuestra Nicaragüita, la palabra tranque se convirtió en la pesadilla de Ortega. Desde el 19 de abril renacieron estas barricadas urbanas para la autoprotección de los protestantes universitarios que son padres de nueva revolución civil sin armas.

La economía Nica a como cualquier movimiento de flujos mercantiles de un país , es un motor indispensable, esto fue afectado por los famosos tranques, miles de camiones de la región centro americana estuvieron embotellados en distintos departamentos; siendo la finalidad de estudiantes , pobladores y campesinos para ejercer presión al gobierno dictatorial de Ortega. La estructura organizativa de los tranques era comunitaria y local de cada punto donde se edificaba una barricada pacífica. Los abastecimientos de comida para los "tranquistas" era dispuesta por los mismos vecinos voluntarios, nunca hubo patrocinadores alternos como adinerados.

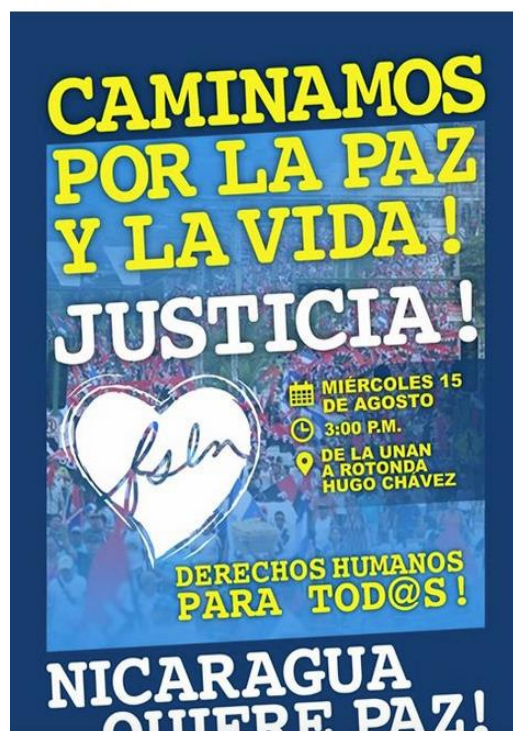
No obstante de manera infecciosa brotaron nuevos tranques improvisados y portables que "ali baba" (y los 40 ladrones) les quedaba corto. Los protagonistas de estos segundos tranques se distinguían porque siempre predominaba un dirigente sandinista que desde su toyotona hilux(2018) al estilo sicario capitaneaba las acciones de los encapuchados que cobraban peaje durante el día a todos los vehículos y cuando caía la noche asaltaban, es notorio que la organización de los sandinistas es muy precisa pero no perfecta.

La exterminación de los tranques pacíficos no fue por un supuesto corte de "financiamiento" sino por la masacre que ordeno el régimen hacia esos puntos de protesta. Un monumental grupo Elite de paramilitares, turbas y policías Orteguistas acataron la orden presidencial "Operación limpieza" de asesinar a todos los que se opongan a su capricho de gobernar con la famosa expresión: "plomo, plomo".

Caminaremos de la UNAN-Managua a la Rotonda Hugo Chávez por la Paz y la Vida!!

Mañana a las 3:00 pm!!!

Voir la traduction



La ciudadanía se sintió encerrada , asediada y precaria de alimentos; porque los delincuentes con luz verde (permiso para matar) rodeaban las salidas y entradas de los pueblos y ciudades que protestaban contra el régimen. A nivel nacional fue decretado un toque de queda a partir de las 6 de la tarde, los robos , pasadas de cuenta (asesinatos) eran la noticia de cada día, Ortega alego encuartelar a su organismo represor (policía sandinista) para incrementar el índice delincencial cosa que ellos mismos protagonizaban, para hacer creer a la población que lamentablemente es inculta, que la delincuencia aprovecho el momento para actuar.

Nicaragua no refleja ninguna "normalidad" , ir al mercado es ver poca afluencia de personas,

las escuelas primarias están abiertas pero no todos los estudiantes asisten, existe el hambre y las obligaciones de pagar facturas (agua ,luz , comida) si aun tenes trabajo obvio lo cuidas y asistís. ¿Qué explicación existirá para notar que el turismo no existe? , los hoteles vacios , restaurantes sin comensales y las playas desérticas de turistas extranjeros . Lo único normal es ver paramilitares en las carreteras practicando labores de policía de tránsito e inspeccionando todos los vehículos que para ellos resultan ser sospechosos y mas que atrevidos son degenerados por revisar teléfonos celulares para constatar que no críticas al régimen de Ortega en las redes sociales.

Muchos periodistas internacionales han entrevistado a Ortega y el ofrece su cotidiano discurso de "paz" y nos cuenta una novela barata del intento de golpe

de estado fallido y de sus secuaces policías fallecidos en la lucha contra los golpistas patrocinados por el imperio, pero nadie le ha preguntado al presidente : ¿ quién era Alvarito Conrado y porque murió?

En su discurso de paz, Ortega también expresa que en la actualidad en Nicaragua existe un dialogo de base, esto quiere decir que desde las comunidades, barrios, departamentos y municipio los CPC (consejos del poder ciudadano) se encargan de "dialogar" con la población de cada localidad de una manera violenta, mas esto solo se ha logrado con amenazas de muerte.

Según la estadística actual de la policía sandinista Nicaragua es el país con más índice de terrorismo comparado a "ISIS del estado islámico de Irak y siria" (siendo una de las organizaciones terroristas más sanguinaria).

Recientemente la asamblea nacional creó una ley antiterrorismo siendo publicada en La Gaceta número 138 del 20 de julio del presente año, de la Ley 976 –[nueva Ley de la Unidad de Análisis Financiero](#)– y la Ley 977 Contra el Lavado de Activos, el Financiamiento al Terrorismo y el Financiamiento a la Proliferación de Armas de Destrucción Masiva, puso en vigor ambos textos legales, con lo que ya pueden ser usados en contra de los ciudadanos.

Todo ciudadano nicaragüenses que ha sido capturado por el régimen se le acusa de "terrorismo" mas su único delito es marchar en las calles , usar sus redes sociales para exigir sus derechos , y siendo lo ultimo portar la bandera nacional. En los medios de comunicación oficialistas presentan a los ciudadanos detenidos con otros tipos de crímenes vinculados a terrorismo (asesinatos , portación de armas ilegales, destrucción de propiedad del gobierno).

(de un contacto periodista nica en Managua, que pidió quedarse anónimo)

Bol. 4 / Doc N°5: Análisis y noticias de Matagalpa (interview en français)

M.V., militant du FSLN depuis les années 1980, secrétaire politique de son quartier en 2014

Que s'est-il passé à Matagalpa dans les quinze premiers jours ?

Il y a eu une grande confusion, car on ne savait pas qui était l'ennemi. Nicaragua, c'était un pays superbe ! Puis le décret est arrivé (ndlr : celui qui allait modifier les retraites). Mais avant cela, il y avait déjà le problème du canal interocéanique et de la réserve de l'Indio Maíz.

Les premiers jours, les manifestations étaient petites et pacifiques. Puis il y a eu des tentatives de pillage et carrément des pillages. Puis il y a eu les « tranques » (les barricades). Au sud de Matagalpa, il y en a eu. Et il y a eu quelques incursions dans des quartiers comme Palo Alto ou Guanuca (ndlr : traditionnellement révolutionnaires), mais là, il y a eu immédiatement autodéfense.

A Matagalpa aussi, il y a eu des « tranques » ?

Beaucoup de gens ont trouvé que la lutte était bien au début, mais quand ils ont vu les destructions et les morts, ils ont dit qu'ils ne voulaient pas cela. Ils ne savaient pas comment interpréter tout ça, ils ne savaient pas d'où venaient les coups.

Il y a eu d'abord trois morts. Ça demande de l'investigation, une histoire pareille, mais la presse a tout de suite dit que c'était la police sandiniste. Petit à petit, on s'est rendu compte que ce mouvement, ce n'était pas des revendications sociales, mais du vandalisme. Ça a passé du social au politique.

Les gens de Matagalpa, dans les « tranques », il y en avait environ 120 au total. Ils criaient que Daniel devait partir et les sandinistes aussi. Quand le PLC et le MRS ont voulu se mettre ouvertement dans l'histoire, les étudiants ont d'abord dit qu'ils ne voulaient pas de partis. Car les étudiants étaient tous ensemble au départ, ceux des universités privées avec les étudiants de la UNAN (ndlr :

l'université publique). Lors d'une marche face à l'église San José, ça a commencé à tirer. Bientôt, le but est devenu : tuer les sandinistes.

NACIONALES

Miles de matagalpinos exigent justice para las víctimas del terrorismo golpista

Domingo 12 de Agosto 2018 | Kathy Tatiana Mendoza. S



appelé les gens à se défendre eux-mêmes.

A Palo Alto et Guanuca, comment s'est organisée l'autodéfense ?

C'est la nuit qu'on avait peur : on voyait des gens avec des capuches sur des camionnettes qui passaient à toute allure dans les rues avec des armes.

Alors on a pensé qu'il fallait s'auto-défendre dans les quartiers. Il y a eu des réunions « pour défendre la vie », car il y avait de plus en plus de morts et de destructions. Il y avait déjà la défense des magasins par des professionnels, mais on (ndlr : les militants sandinistes) a

A Palo Alto, la « vigilancia revolucionaria » s'est mise en place avec les hommes, les femmes et les enfants. On préparait des grandes casseroles de café pour la nuit, comme autrefois. Car les « azul y blanco » voulaient détruire le centre de santé tout neuf et le CDI (la crèche) qui reçoit chaque jour 250 enfants. Ils voulaient casser la rue.

L'hôpital régional a été gardé par la bande de la Chispa, il y avait 60 jeunes ex-« pandilleros » qui surveillaient la structure. L'INSS, la bibliothèque, le Registre civil et la Renta étaient gardés par des militaires. La mairie et le siège du FSLN étaient gardés par des camarades, mais sans les dirigeants... A deux reprises, les « azul y blanco » ont voulu attaquer le Front, mais ils n'ont pas réussi.

Et maintenant, début août, c'est comment à Matagalpa ?

Tout a été filmé. Ils ont été bêtes, ils se sont filmés, car ils pensaient qu'ils allaient tout renverser très vite, et maintenant, ces films sont des preuves contre eux et ça les mène en prison. Ceux qui ont financé les « tranques », ils vont se faire chasser. Ils pensaient gagner et donc continuer à commander : après avoir commandé avec la gauche, ils pensaient qu'ils allaient commander avec la droite.

Tous les « tranques » ont été ôtés des routes pour le 19 juillet. Mais maintenant, il faut nettoyer les « tranques » dans les institutions, c'est une autre affaire ! Ça a été une embuscade, quelque chose de subtil, d'imprévisible, ce qui s'est passé.

Mais le commandant reste : il ne va pas partir comme ça. C'est quand même lui qui a été au premier rang de notre révolution. Par contre, dorénavant, il faudra plus prendre en compte les militants. Quand on n'est pas d'accord avec les gens ou avec quelque chose qui se passe, on doit pouvoir le dire.

Il y a eu la « guardia », le « servicio militar », dix-sept ans de gouvernement libéral, toute cette souffrance, et maintenant encore cela. Ce que nous venons de vivre, c'était presque pire que la guerre en 1979.

Interview réalisée le 3 août 2018 en Suisse par G.F. et V.L.

A la question : « Le calme est-il enfin revenu ? », la réponse que l'on nous fait par téléphone en date du 20 août 2018, n'est pas réjouissante. Oui, la situation est plus calme, mais elle est fragile, preuve en est l'assassinat d'un militant sandiniste fameux à Matagalpa, Lenin Mendiola, alors qu'il n'était pas en train de manifester. La peur continue de rôder et le soir les gens se terrent chez eux. Effectivement, les licenciements dans les institutions de l'état commencent à avoir lieu et vont créer un ressentiment dangereux dans la situation actuelle.

C) Textos relacionados con la actualidad y procedentes de Suiza, Francia, España

Bol. 4 / Doc N°6: Mail de Maurice Lemoine à France Amérique Latine

De: Lemoine Maurice **Date:** 10 octobre 2018

Journaliste (réellement) indépendant.

A : présidents (2), présidente déléguée, président d'honneur, secrétaire général, secrétaire générale adjointe, trésorière, membres du Bureau national (12), membres du Comité directeur (38) de **France Amérique latine** (FAL).

Mesdames, Messieurs,

Il y a de cela quelques années (je ne me souviens plus exactement quand), il m'a gentiment été demandé si j'acceptais de figurer dans le Comité d'honneur de France Amérique latine (FAL). Plutôt surpris et amusé, car n'ayant jamais recherché ce genre d'exposition, distinction ou figuration honorifique, j'ai néanmoins accepté, eu égard au long chemin parcouru en compagnon de route de votre organisation « de solidarité » avec une région qui nous est chère.

Une très grave crise secoue actuellement le Nicaragua. Le 6 octobre, « après avoir longuement débattu de la situation dans ce pays », les membres présents de votre comité directeur ont décidé à l'unanimité des présents, moins quatre abstentions, d'appuyer ouvertement l'attelage hétéroclite de carpes superficiellement barbouillées de rouge et de lapins très blancs qui ont entrepris de déstabiliser et renverser le gouvernement du président Daniel Ortega.

Dans un dossier de votre site Web intitulé « Tensions au Nicaragua : points de vue en analyse », particulièrement manipulateur car se prétendant « pluriel », porteur d'« analyses diversifiées », et se répartissant en réalité entre un cheval d'appui à l'opposition et une alouette d'articles contraires ou plus nuancées, vous aviez déjà très clairement marqué cette inclination.

Ni « Daniéliste » ni « Orteguiste », je connais les limites du gouvernement sandiniste. Mais je sais aussi ce que, depuis 2006, il a réalisé. Si, dans le cadre de la restauration conservatrice en cours dans toute l'Amérique latine, l'entreprise de déstabilisation que

vous encouragez et appuyez devait réussir, les principales victimes en seraient les classes populaires. Inutile de vous dire que ce sera sans moi. Je refuse de cautionner votre parti pris et de voir mon nom instrumentalisé au service d'une cause que j'estime en totale contradiction avec le concept revendiqué par vous de « solidarité ».

En conséquence, je vous prie d'ôter immédiatement mon nom de votre Comité d'honneur. « Solidaire », je le demeure bien entendu, mais pas de n'importe qui et dans n'importe quelle condition.

Cette prise de position, bien entendu, si elle marque un ferme rejet de l'orientation de votre « Bureau politique » (moins les quatre abstentionnistes) ne modifie en rien le respect et l'amitié qui m'unit aux multiples membres de vos comités locaux. Nous nous sommes tant de fois rencontrés ! Que ceux qui, malgré cet épisode désagréable, le souhaiteront en aient l'absolue certitude : ils pourront toujours compter sur moi. Réunis par l'Amérique latine, nous nous reverrons !

Dans l'attente d'une mise en application rapide de ma requête, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs du Comité directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Maurice Lemoine

P.S. Votre communiqué réclame « l'apparition en vie des personnes disparues ». Rien à redire, j'ai mille fois soutenu une telle injonction. Néanmoins, si j'étais vous, et par souci d'honnêteté, je commencerais par fournir aux adhérents de FAL une liste nominative des « disparus » en question (s'ils existent) – et de préférence pas une liste bidon de « victimes de la répression », victimes qui existent, bien entendu, et qui doivent se voir rendre justice, mais auxquelles vos « amis » rajoutent des dizaines et des dizaines de victimes d'homicides crapuleux, de crimes de droit commun, d'accidents de la circulation, afin de gonfler les chiffres et manipuler l'opinion. En oubliant les sandinistes assassinés, cela va de soi...

Etudiants pacifiques odieusement réprimés par la dictature de Daniel Ortega



Photo Carl David Goette-Luciak (*The Guardian*, *The Washington Post*, *BBC* et *NPR*)

Bol. 4 / Doc N° 7 :

Blog Correos de la Americas - ZAS

Samedi 26 août 2018

(Traduction de l'allemand)

Blog du secrétariat d'Amérique centrale du 26 août 2018

Le Nicaragua : Pas de changement de régime, un avenir incertain, dimanche,

Remarque préliminaire : Beaucoup d'informations, toutefois presque un mois sans blog de notre part. Maintenant aussi brièvement que possible. Le parti gouvernemental a « repris du poil de la bête » en juillet. Les 40 grands barrages environ (*tranques*) des groupes d'opposition au régime ont pu être démantelés – il n'y en a pas de nouveaux jusqu'à aujourd'hui. Il y a eu des échanges de tirs et des morts, à la majorité du côté des tranqueros. Des indications fiables manquent. La participation de civils armés est dénoncée par la droite lors des évacuations – « paramilitaires ». Le gouvernement dit qu'il s'agit de membres de la police auxiliaire constituée légalement qui est utilisée dans le cas de limites de capacité de la police. Il s'agit de Sandinistas armés et habillés en civil.

Avec l'évacuation des tranques la vraie terreur a été supprimée au Nicaragua. Beaucoup de participants aux tranques de la droite se sont soustraits à une arrestation en fuyant au Costa Rica, quelques 200 uniquement de la région de Carazo. Les médias de la droite parlent de fuite avant assassinat. De fait, depuis la fin des tranques, il y a eu 4 meurtres politiques : trois sandinistes et un policier. Luis Mejía Godoy, chanteur révolutionnaire, a également indiqué que la fuite lui avait été conseillée pour des raisons de sécurité. On entend aussi que l'ancien candidat à la vice-présidence du parti MRS a entamé une tournée programmée de concerts et « l'a embellie politiquement ».

Les mobilisations publiques de la droite sont devenues petites en ce moment ; sur la dimension des activités sandinistes (les deux camps mobilisent sous le slogan justice pour les victimes) aucune indication fiable n'est à notre disposition. Toutefois la 39^{ème} célébration annuelle de la révolution de 1979 le 19 juillet a été un succès pour le FSLN. Les estimations parlent de plus d'un demi-million de personnes qui ont participé aux mobilisations.

Le 19 juillet dans la petite ville de Jinotega, de mauvaises tendances. En juillet 2018 la question est de savoir comment le gouvernement et le FSLN procéderont après cette victoire provisoire. D'une part l'énorme problème de l'économie endommagée. Et des signaux négatifs. On peut interpréter avec optimisme le slogan du 19 juillet – « El comandante se queda » (il reste) - comme réponse à l'exigence du « changement de gouvernement immédiat » et négativement comme signe que rien ne change. En ce qui concerne le FSLN qui dispose certes dans la population d'un énorme soutien, il a toutefois perdu massivement sous la conduite autoritaire de Rosario Murillo, vice-présidente et épouse de Daniel Ortega. La réponse semble être aussi autoritaire dans d'autres secteurs. Ainsi, par exemple, concernant la radio La Primerísima et un collègue de Radio Corporación. L'accès au stade de base-ball de Managua a été interdit aux journalistes sportifs des radios de droite. Justification : Ils sont coresponsables des dommages causés au bâtiment. (Les médias de droite ont représenté le stade pendant des semaines comme « nid » de tireurs d'élite sandinistes dont les pluies de balles ont défié des manifestantes paisibles sans armes pendant des heures.) Manifestement, contre les deux journalistes, rien n'est disponible, que des commentaires antigouvernementaux. L'interdiction de stade équivaut à une interdiction professionnelle.

Grave est le procédé de la police à Diriamba qui a attaché une personne arrêtée à leur voiture, l'entraînant à lente allure, digne d'un film de western. Quoi qu'il soit reproché à l'homme, une procédure pénale doit être déposée, les arguments des policiers ne peuvent pas être acceptés. Ailleurs, la police semble procéder avec soin. Mais cet incident fait pointer une culture d'impunité dangereuse. Des événements comme l'arrestation lundi dernier du conseiller juridique temporaire de l'épiscopat, Carlos Cárdenas, vont également dans ce sens. Un membre de la Commission de vérité nommée par le parlement a condamné fermement cet incident.

Le soi-disant dialogue national est effectivement mort. Ortega avait dénoncé à juste titre le 19 juillet la complicité d'une partie de l'épiscopat avec les crimes de ceux qui exigent un changement de régime. Un groupe de médiation autour par exemple de l'ex-président du Guatemala, Vinicio Cerezo, chef du système centraméricain d'intégration SICA, est rejeté fermement par la droite. Il est peu clair si le parti gouvernemental aurait tendu la main à un compromis qui refléterait simplement que les deux forces ont un vrai appui dans le pays. En revanche, pour la droite, seule la capitulation du gouvernement peut être débattue.

Économie... les conséquences économiques directes des troubles sont graves, elles peuvent être catastrophiques à moyen et long terme. Le portail PVD 19 dirigé par la vice-présidente a résumé ainsi quelques indications du ministre des finances Iván Acosta devant le parlement le 14 août : « Le nombre d'employeurs a diminué à ce jour de 8'708

(près de 25 % en comparaison à avril) ; dont 90 % dans le secteur des petites et microentreprises. Le secteur de l'état a souffert des pertes de 205 millions de \$ dont 90 % en conséquence du coup d'État, concentrés dans les mairies et le ministère des ponts et chaussées (voitures, machines de chantier et bâtiments). Le secteur de tourisme a subi des dommages d'infrastructure à la hauteur de \$ 277 millions et a en outre perdu \$ 231 millions de revenus. Le secteur des transports (fret et passagers) des revenus à la hauteur de \$ 525 millions à cause des tranques mortels et des travaux empêchés. Le journal de droite El Nuevo Diario a publié le même jour que le ministre des finances Acosta a annoncé la perte de « 119 ' 567 postes de travail dont 71 ' 000 contribuaient à la sécurité sociale ». Et l'émetteur de télévision 89 a spécifié que les presque 50 ' 000 chômeurs restants avaient versé jusqu'ici des montants partiels à la sécurité sociale. Combien d'emplois ont été perdus dans le secteur informel n'est pas connu. De plus, il est projeté que suite à la crise, les revenus de l'état ont diminué d'environ 7.5 milliards de Córdoba ce qui correspond à 9.2 % du budget en vigueur jusqu'ici ou à 1.7 % à la performance économique nationale (1 USD = environ 31 Córdoba). Par conséquent, la majorité parlementaire a, sur demande du gouvernement, réduit le budget de 87 à 81 milliards de Córdoba, principalement dans les projets de rénovation des écoles et des installations de santé publique. Selon le gouvernement il n'y aura pas de réduction des postes de travail dans le secteur public ni de réduction des prestations sociales.

Sanctions....

Les chiffres sont une chose, la vie des personnes en est une autre. La destruction des postes de travail concerne presque exclusivement les secteurs qui ne font pas partie de grand-capital. Cela intensifié par un régime de sanctions de la communauté internationale de Washington augmentant de manière foudroyante. Le 18 août La Prensa pouvait rapporter que conformément à l'ambassadeur américain à l'OEA Carlos Trujillo, « de nouvelles sanctions viendront (...) avec de nouvelles options ». Trujillo est cité plus encore avec la déclaration « de toutes les sanctions possibles contre le gouvernement du Nicaragua ». Le congrès américain travaille sur le Nica Act de 2017 et le Human Rights and Anticorruption Act of 2018. Où cela conduit n'est pas un secret.

Le gouvernement néerlandais a communiqué le 20 juillet : « À cause des lourdes violations des droits de l'homme par le gouvernement et des groupes para-policiers, le gouvernement néerlandais a suspendu la coopération avec le gouvernement du Nicaragua pour la construction de l'hôpital de Bilwi au Nicaragua. » Le 21 juillet, Confidential pouvait faire un rapport étayé sur les déclarations des ministres de la coopération et de l'extérieur du Luxembourg : sur la base « de l'escalade de la violence, de la répression et des arrestations arbitraires » le paradis fiscal du Grand-Duché gèle sa coopération avec le Nicaragua. Car celui-ci a toujours fondé sa coopération « sur le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques ». C'est pourquoi le Luxembourg, selon les ministres, renforcera « son soutien pour la société civile » au Nicaragua. L'ONG tessinoise engagée Aiuto Medico al Centroamerica (AMCA) rapportait récemment : „Depuis des années AMCA soutient un projet pour des enfants cancéreux à l'hôpital La Mascota de Managua. Une association privée pour le soutien de ces enfants (un type de ligue contre le cancer des enfants) nous a aidés surtout pour le financement des infirmières. Ils ont maintenant décidé d'arrêter leur aide, clairement pour des raisons politiques (il s'agit d'un hôpital de gouvernement) ! Nous essayons d'augmenter nos propres aides... Est-ce cela la société civile qui veut sauver le Nicaragua ?

Pas de refus de soins médicaux

Un argument pour les sanctions est l'affirmation que les hôpitaux publics n'auraient traité que blessés sandinistes et refusé ceux de l'opposition. C'est pourquoi ces derniers n'auraient pu être traités qu'à l'hôpital privé Vivian Pellas, souvent après les longues

odyssées pendant lesquelles plusieurs blessés seraient décédés. Nous avons entendu cela non seulement des médias de droite, mais aussi de la part de nos propres contacts dans le pays. Une perversion qui nous a plongés dans la dépression – qu'est devenu le sandinisme ? Un exemple qui mérite réflexion en ce qui concerne la force suggestive de la manipulation. La responsable de projet d'AMCA à Managua a écrit après l'annonce du stop néerlandais dans la coopération pour la construction de l'hôpital sur la Côte des Caraïbes :

„La situation est complexe, il y a eu des moments difficiles mais suite à toutes les demandes de renseignement au ministère de la santé, au Silais (centre de soins dirigé à la population défavorisée), à l'hôpital pédiatrique Mascota, à l'hôpital pour femmes Bertha Calderon et à l'hôpital de Boaco il n'y a jamais eu de refus de soins médicaux.,,

„La directrice du Bertha Calderon, qui n'est pas un hôpital général, m'a expliqué, qu'ils avaient étendu leur secteur d'urgences dans l'expectative d'une éventuelle augmentation des blessés. L'hôpital a fait des tomographies pour des patient-e-s d'autres hôpitaux. Elle m'a décrit un cas où ils avaient préparé une tomographie par ordinateur pour un patient de l'hôpital Metropolitano Vivian Pellas. Une fois le patient venu avec beaucoup de retard, un proche a expliqué qu'ils auraient dû payer l'ambulance et qu'ils étaient donc venus par leurs propres moyens. La tomographie a été faite et le patient a été transporté par ambulance à l'hôpital Lenin Fonseca, un autre hôpital public. Ils m'ont décrit ainsi un autre cas : l'ambulance est venue avec deux grandes blessées : une personne avec un trauma a été transférée à l'hôpital ophtalmique et une femme enceinte annoncée pour le Bertha. L'ambulance est d'abord allée au Bertha où la femme enceinte a été prise en charge et a alors continué sa route. La voiture des proches qui suivait l'ambulance l'ont arrêtée, ont enlevé leur patient et l'ont apporté au Bertha où des douzaines des personnes ont filmé la scène avec des téléphones portables et dénoncé ensuite sur les médias sociaux et dans les médias le refus d'admission. «

L'hôpital **Vivián Pellas** a en outre une très mauvaise réputation à cause d'une prise en charge très chère. Il porte le nom de l'épouse du riche oligarque Carlos Pellas. Le Luxembourg a annoncé le 31 juillet une coopération renforcée avec la fondation nicaraguayenne Aproquen pour des moyens médicaux. Aproquen a été fondé par Vivián Pellas et a une section pour grands brûlés à l'hôpital du même nom.

La Commission de vérité organisée par le parlement s'est également prononcée le 10 juillet au sujet des refus d'admission :

„La Commission a pu déterminer que le Ministère de la santé et l'INSS (la sécurité sociale nationale) ont donné expressément des instructions pour la prise en charge médicale des personnes. Cela a été vérifié in situ avec le contrôle des listes de centaines de personnes prises en charge. »

„En ce qui concerne les accusations publiques sur le refus d'admission à l'hôpital **Cruz Azul de Managua**, nous avons pu vérifier que le personnel de sécurité de cet hôpital, par crainte des menaces verbales, n'a pas ouvert les portes. Il s'agit du seul cas identifié par la Commission contredisant l'orientation institutionnelle pour un soin général et la réaction individuelle d'un membre du personnel de sécurité de cet hôpital. «

(Concernant le cas du défunt Álvaro Conrado de 15 ans le 20 avril, probablement à cause d'aide tardive.)

« Le directeur de la Croix Rouge souligne de son côté : nous n'avons, lors de transports de blessés, pas eu de refus d'admission de la part d'hôpitaux publics ou privés où les personnes transportées voulaient être conduites. «

« Pour la Commission il n'y a pas eu d'ordres empêchant les ambulances par le ministère de la santé. Il faut préciser que 64 ambulances ont été endommagées, 50 dans des

barrages et 14 dans les parkings des centres de santé, ceci correspond à plus de 20 % du parc automobile des ambulances national. «

« Malgré les nouvelles répandues dans les médias sociaux selon lesquelles la population avait peur de se rendre dans les hôpitaux par crainte d'arrestation, la Commission n'a pas constaté une seule transmission de personne soignée à la police. «

Disparus ? Torturés ?

El Chipote est le centre pénitentiaire de Managua. Lieu de torture extrême, comme la droite a essayé de nous le rabâcher continuellement. Après que les membres de la CIDH, la Commission des droits de l'homme des OEA, aient interrogé en détail une série de détenu-e-s lors de leur visite le 3 juillet, la cheffe de délégation Antonia Urrejola a précisé un autre point de vue : il ne s'agissait plus de torture, mais des disparitions. Car Antonia Urrejola avait retenu que certes les arrêtés recevaient trop peu d'habits frais, de médicaments et de promenade dans la cour, toutefois : « Nous avons parlé avec plusieurs d'entre eux et dans ces circonstances ils vont bien ». La droite a alors posé la grande question : « mais où sont-ils ? ».

Donc, le 16 août le GIEI, « le groupe interdisciplinaire d'experts indépendants » de l'OAS/CIDH, a critiqué le gouvernement sévèrement. Le GIEI devait « aider » les autorités nicaraguayennes à éclaircir les meurtres en rapport avec les tumultes. Le groupe écrit que depuis le début de son travail du 2 juillet, il essaye vainement recevoir les dossiers d'étude des autorités. Par conséquent, « il appelle le gouvernement du Nicaragua à accorder l'accès inconditionnel aux dossiers, au plan de réparation et à d'autres informations demandées ». Lors de leur conférence de presse, les membres de GIEI ont été interpellés au sujet des 700 disparus selon les médias de droite. La porte-parole n'a pas su répondre : « Nous n'avons pas d'informations sur des disparus », pour ajouter tout de suite que ça ne voulait pas dire qu'il n'y en avait pas. Intéressante est la réponse à la question d'une journaliste de radio La Primerísima si le GIEI avait répondu à l'invitation de la Commission de vérité à une réunion et à un échange de point de vue. Jamais reçu d'invitation ! Et de frapper à la porte de la Commission de propre initiative ? La soif du savoir a manifestement ses limites.

Deux jours avant la protestation du GIEI, la cour de justice a pris position dans un litige. Il s'agissait de la demande d'observation du procès par le CIDH et GIEI à la suite de l'assassinat du journaliste Angel Gahona. Le tribunal a déclaré que selon un accord avec l'OEA, les organisations étrangères devaient déposer une demande auprès du ministère de l'extérieur. A ce jour aucune demande n'a été déposée, ni de la part du GIEI, ni de la part du CIDH. Ceci peut-être aussi pour l'étude du dossier ?

« Mensonges, gros mensonges et statistiques »

Il y a les décomptes des morts : « Autant de morts de mon côté comme du tien. » Cynique, mais des mensonges systématiques avec de faux nombres, des insinuations à répétition. En tout cas, au Nicaragua, de la part des organisations des droits humains de droite, CIDH, Amnesty, Human Rights Watch etc. Peut-être aussi de l'autre côté du miroir du côté du gouvernement mais avec moins d'indices. L'examen des listes présentées par la CIDH et les organisations nicaraguayennes dénombrent des morts dus à des accidents de trafic, des doublons, des décès dus à des maladies et des hold-ups. Le nombre de morts directement liés aux événements est à peu près égal dans les deux camps. La Commission de vérité, nommée par le parlement et présidée par le théologien de la libération Molina Oliúm, fondateur de centre Antonio Valdivieso, a publié ces jours une comparaison détaillée de ses propres recherches concernant les assassinés avec celles de la CIDH et de l'ANPDH, proche de l'épiscopat. Etayée par les indications des autorités, des médias,

d'autres organisations et ses propres recherches, la commission dénombre 266 personnes entre le 18 avril et le 15 août.

Le 10 juillet, la Commission de vérité avait publié un premier rapport. Elle y a écrit : « Dans la période examinée du 18 avril au 4 juillet, il y a une hausse constante de morts enregistrés, le plus grand nombre lors des manifestations de masse. Dès le 30 juillet, une augmentation est perceptible, due à la construction des barrages de rues et à leur démantèlement » (page 7). Ces barrages « ont été le lieu de beaucoup d'atteintes aux droits humains par les personnes qui les défendaient, majoritairement armées de différents types d'armes à feu industrielles ou artisanales. L'utilisation de groupes de choc accompagnés par des unités de police a augmenté le nombre de morts en flagrante violation des droits humains. La commission a enregistré 108 personnes décédées dans ce contexte. Elle a également reçu beaucoup de dénonciations pour tortures, humiliations, violences sexuelles et décès pour cause d'empêchement du transport de malades et pénuries et ceci dans plusieurs parties du pays. De même à cause de l'augmentation du coût des produits de première nécessité et d'absentéisme scolaire et de travail » (page 14/15).

« La Commission est préoccupée par les dénonciations (pour mauvais traitements) de citoyens des deux côtés (...), nous avons constaté une violence continuelle et la pratique d'utiliser les enlèvements pour créer le sentiment d'insécurité, en battant, blessant les personnes jusqu'à leur casser les os, fouettant, brûlant avec des produits chimiques, violant ou brûlant les personnes en les torturant jusqu'à la mort. La Commission constate que ces actes ont eu lieu en majorité à proximité de barrages de rues ou de lieu de protestations, dirigés principalement contre des fonctionnaires de l'état et de personnes proches du gouvernement » (page 28).

Il est intéressant de constater que la Commission se prononce pour la mise en œuvre des démarches négociées entre le gouvernement et l'OEA, allant jusqu'à la réforme du système électoral (page 59) et pour les 15 revendications de la CIDH de mai concernant l'éclaircissement complet des meurtres.

Traduit par Philippe Sauvin

DD Zurich

Bol. 4 / Doc N° 8:

Blog Correos de la Americas - ZAS

Vendredi 21 septembre 2018

(Traduction de l'allemand)

- [Nicaragua: Dénigrement, désinformation et des questions](#)
-
- Le gouvernement sandiniste ne semble pas être capable d'avoir une autre réponse aux événements des derniers mois que la répression. En tout cas nous ne le percevons pas. Presque quotidiennement la police communique avoir remis des terroristes à la justice. Faisant abstraction de l'utilisation inflationniste du terme terroriste nous ne pouvons pas être contre car il y a eu au Nicaragua un certain nombre d'actes d'extrême violence qui ne peuvent pas être considérés comme isolés, quoi qu'en dise une partie de l'ancien mouvement de solidarité européen avec le Nicaragua. Il suit ainsi le discours des forces nicaraguayennes qui se proclament de gauche selon lequel des activistes auraient dépassé un peu les limites dans certains cas..... Nous essayons dans ce blog de décortiquer la systématisation.

- La police informe sur les arrestations et inculpations sans pour autant les motiver. On peut dire que ce n'est pas à elle de le faire mais aux tribunaux. Ce qui est juste mais les insinuations qui les accompagnent dans certains cas doivent cesser. Beaucoup de nous ont l'impression que des opposants politiques, qui ne sont pas des assassins, et les véritables coupables sont mis dans le même panier. Pour ne pas être mécompris : la requête de justice n'est pas un privilège de l'opposition car énormément de personnes qui ont subi la terreur de droite la demande.
- Mais les enquêtes perdent toute crédibilité alors que jusqu'à aujourd'hui aucun membre des services de sécurité, ni activiste pro-gouvernement n'a été inculqué d'un quelconque délit voire d'un assassinat. Il y a certes des rumeurs sur une enquête de l'horrible cas de la famille de 6 personnes qui sont mortes en juin dans leur maison mise à feu à Managua. Mais aucun prononcé officiel sur ce cas ou d'autres. Le gouvernement use d'un „modèle d'arguments“ bien connu. Si de la part d'un côté les victimes sont dues à la dictature ortéguiste, pour les prosandinistes, tous les morts sont victimes du déchainement de la violence oppositionnelle. Derrière cette formule toute faite se cache le silence sur des faits dont les acteurs sont soupçonnés, à tort ou à raison, d'appartenir au camp sandiniste.
- Dans ce contexte, les insinuations et la propagande malpropre sont intolérables. Un exemple des derniers jours : Ricardo Baltodano, le frère de l'ex-commandante bien connue Mónica Baltodano, a été remis par la police à la justice pour enlèvement, torture et autres délits. (<http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/general/249993/policia-envia-a-tribunales-cuatro-sujetos-acusados-de-asesinato-y-terrorismo/>). (Il enseignait à l'université privée Upoli. L'Upoli a été pendant un certain temps le centre du « mouvement protestataire ». Des indices démontrent que l'Upoli était aussi le centre de forces armées du parti MRS, financé par les Etats-Unis, et de bandes criminelles. Baltodano, dans sa jeunesse cadre des étudiants sandinistes contre la dictature de Somoza, n'a jamais caché sa participation aux manifestations de l'opposition.
- Les photocollages suivants circulent maintenant sur les médias sociaux pro-gouvernementaux :



RESULTADOS DE LAS INVESTIGACIONES

- Denuncia de los hechos criminales.
- Inspección e investigación de las escenas de los crímenes.
- Peritaje Químico de Criminalística con resultados **positivos**: presencia de producto nitrados en dorsales del terrorista preso.
- Dictamen médico legal, practicados a las víctimas.
- 20 declaraciones de testigos y reconocimientos de personas que **identifican al terrorista Ricardo Humberto Baltodano Marcerano**, como autor de los hechos criminales.



Bus de transporte colectivo incendiado y camioneta del MNSA asaltado por terroristas que se mantienen en UPOLI

CRIMENES COMETIDOS POR GRUPOS TERRORISTAS QUE OPERABAN DESDE LA UPOLI
CABECILLA TERRORISTA RICARDO HUMBERTO BALTODANO MARCERANO



Asesinato de Keller Pérez Duarte



Asesinato de Erick William Espinoza Mendoza.



Incendio de Edificio y Oficinas Alcaldía Distrito VI y Casa del Partido F.S.L.N en Managua.



Asalto, incendio y daños a vehículos de medios de comunicación social del Poder Ciudadano.



Captura de terrorista
Departamento de Managua

Preso:
RICARDO HUMBERTO BALTODANO MARCENARO

Delitos:
Terrorismo, Secuestro, Torturas, Asaltos, Incendio y destrucción a Instituciones Públicas, Privadas, vehículos, Amenazas y Lesiones, en perjuicio del Estado de Nicaragua y sociedad nicaragüense.

18 de Septiembre, 2018

HECHOS



A partir del 19 de abril del 2018, el terrorista **Ricardo Humberto Baltodano Marcenaro**, junto a grupos de delinquentes golpistas, encapuchados, con armas de fuego, lanza morteros y bombas molotov que se autodenominan pacíficos, secuestraron la UPOLI, participó en actos vandálicos, secuestros, torturas, asaltos, lesiones, incendio a Instituciones públicas, privadas y vehículos, en tranques ubicados en los alrededores al recinto universitario.

Participó en el incendio y destrucción a la Alcaldía y casa del F.S.L.N del Distrito 6 de Managua, unidades de transporte colectivo, vehículos de los canales de T.V. 6 y 8, asalto y robo de a vehículos del Ministerio de Salud, asimismo en el incendio y destrucción de la patrulla policial 808 y lesiones de dos agentes policiales el pasado 02 de septiembre 2018.

Terrorista Ricardo Humberto Baltodano Marcenaro, participando en actos vandálicos.

-
- Nous ne savons pas si les accusations sont justifiées. Mais nous voyons un patchwork incendiaire avec Baltodano, ensemble avec des jeunes agités qui ne ressemblent pas nécessairement à des combattants (Streetfighters) – peut-être protestent-ils contre une intervention policière? – à côté de photos de sandinistes assassinés, par exemple Keller Pérez Duarte. Cet étudiant a probablement été assassiné par des groupes venus de l'Upoli. (La droite en avait fait une victime de la police ce que son père a démenti catégoriquement). Il est ainsi suggéré : cet homme est une bête féroce.
- Cet acte „d'éclaircissement“ est une saloperie.
- Plus convaincante par contre l'apparition triste et calme de l'épouse de Ricardo Baltodano et de ses deux sœurs sur Facebook . Elles insistent que Ricardo est un homme solidaire, un manifestant mais étranger à toute violence brutale. Mónica Baltodano situe l'arrestation de son frère dans le contexte d'une justice corrompue.



Onda Local 18 September um 14:02 · 

Familiares de Ricardo Baltodano, preso político del régimen Ortega-Murillo, rechazan acusaciones y manifestaron que no esperan nada de un sistema judicial corrupto. #SOSNicaragua

- <https://www.facebook.com/ondalocalnicaragua/videos/2103126636398540/>
- Dans un message privé, Mónica Baltodano caractérise son frère de pacifiste. Comme déjà dit, nous ne savons pas si les accusations sont véridiques ou pas. Mais nous savons par contre que la „musique d’accompagnement“ nourrit le soupçon d’une arrestation arbitraire pour nuire à sa sœur qui est une opposante connue du mouvement pour le changement de régime.
- ****
- Ceci ne doit pas être perçu, de même que pour d’autres événements indignants, que la fraction de l’impérialisme et ceux qu’il mobilise ont forcément raison de parler d’un sandinisme de violence et de terreur. Depuis des semaines nous lisons et écoutons quotidiennement des récits sur des prisonniers politiques torturés et incarcérés dans des conditions intolérables. Les autorités carcérales ont maintenant répondu aux accusations de torture, non prestations de soins médicaux, isolation 24h sur 24 dans des trous obscurs etc. par des photos de visites, prestations de soins médicaux etc. concernant plusieurs cas (<http://www.tortillaconsal.com/tortilla/node/4257> et <http://www.tortillaconsal.com/tortilla/node/4256>). Que ces photos sont falsifiées est assez improbable car des preuves du contraire signifierait un GAU (accident maximal prévisible) pour le gouvernement. Pour plus d’informations [l’interview](#) (<http://www.tortillaconsal.com/tortilla/node/4259>) avec le ministre de l’intérieur remplaçant Luis Caña et le député sandiniste Carlos Emilio López.

Traduit par Philippe Sauvin

DD Zurich

Bol. 4 / Doc N° 9 : Article de la Centrale sanitaire Suisse sur la situation au Nicaragua

- *(Cahier 11, septembre 2018)*

Brèves

¡ Ay Nicaragua !

Donc il y a plus de 200 morts, des deux côtés: étudiant-e-s, habitant-e-s des quartiers, militant-e-s sandinistes, policiers, enfants, bébés. Pas seulement des morts parmi les opposant-e-s et manifestant-e-s, mais aussi du côté des militant-e-s ou sympathisant-e-s sandinistes agressé-e-s ou tué-e-s par les groupes d'opposant-e-s armé-e-s. Tout cela dans une immense confusion, où la droite, les «sandinistes de cœur», les «daniélistes» (partisans de Daniel Ortega, le président), les «pandillas» (les bandes), les étudiant-e-s «de gauche» et «de droite» s'énervent, s'insultent, s'attaquent, même au sein d'une même famille.

Ce qui a été identifié comme le point de départ de cette grande révolte populaire, c'est la question des retraites. Mais ça aurait pu être autre chose: il y a plusieurs années que le peuple sandiniste ne marche plus de gaieté de cœur avec son gouvernement, avec son ancien leader tellement magnifique dans les années 80 et tellement éteint à côté de son épouse autoritaire et illuminée. Il suffisait d'une goutte d'eau pour faire déborder la coupe et cette goutte a été la question des retraites. Pourtant, la surprise et même la stupéfaction face à tant de violence sont grandes dans les rangs de la solidarité historique avec le Nicaragua.

Aujourd'hui, la droite est là, essayant de pousser dehors Daniel Ortega pour mettre à sa place un improbable vendu aux Etats-Unis et au capital. Mais le pays fonctionne à nouveau, au ralenti. Il n'y a plus de barricades depuis le 19 juillet, date anniversaire du triomphe de la

Révolution populaire sandiniste en 1979. Daniel Ortega ne se représentera pas aux prochaines élections, mais il ne va pas non plus partir immédiatement. Pour le peuple nicaraguayen, surtout pour les plus démunis, il reste un de ceux qui ont mené la lutte contre le dictateur Somoza et qui ont été en première ligne pour réaliser les changements sociaux et les défendre dans les années 80. Il ne partira pas parce qu'il est chassé, mais parce qu'il y a de nouvelles élections, dans les temps, avec des candidat-e-s capables de le remplacer.

Nos deux projets au Nicaragua ont été mis en attente entre avril et fin août: celui qui consiste à soutenir les infirmières du département de Matagalpa (projet déjà accepté par la FGC) et celui qui consiste à créer une coopérative infirmière autogérée, en gestation. Mais l'université a rouvert ses portes et les démarches sont à nouveau en route pour réaliser nos projets.

Viviane Luisier

Fuente: <https://www.sandinistak.org/2018/07/25/otra-vision-de-lo-que-ocurre-en-nicaragua/> (membres actifs et sympathisants du Nicaragua dans l'État espagnol)

Esta carta, no sólo es en contestación a los [pseudanálisis de Iosu Perales](#) aparecidos en varias revistas en estos últimos meses, también es para contestar a las soflamas, amenazas y señalamientos que hemos recibido estos días aquellos/as compañeros/as que nos hemos posicionado a favor de defender la Revolución Popular Sandinista. Con sus errores y sus aciertos, con sus cagadas como diría cualquier nica y con sus diferencias.

Es común en Iosu y, en algunos/as otros/as personas que se alinean con sus posturas, o incluso más reaccionarias, hablar de los años que vivieron en Nicaragua, de sus vivencias, de sus amistades. No sabemos si para darle mayor empaque a sus proclamas o para defenderse internamente con sus conciencias.

Algunos/as de nosotros/as también hemos vivido en Nicaragua largos años, duros, hermosos, y también tenemos muchas amistades y familiares. La diferencia que siempre hemos encontrado entre estos/as cheles, es que transitábamos por Nicaraguas diferentes. La Managua donde estaba lo más cosmopolita, la de las fiestas, la de los encuentros de "intelectuales", la de los sueldazos de los "cooperantes" de las ONG, de las Toyotas HiLux, la que vivía bien "pijudo" mientras en el Norte estaba la guerra, la de verdad. Y en ese Norte vivíamos otros/as cheles, con los/as campesinos/as, con los Robur o IFAs acondicionados como medio de transporte, o con las Pickup en las que viajábamos atrás como cualquier habitante de la zona porque nos sentíamos parte integrante de ese pueblo, comiendo polvo, calor, frío, o pijazos de agua descomunales. Éramos felices así, y en Managua eran felices de otra forma. Formas de entender la Revolución, sin armaduras conceptuales ni teóricas de izquierda, la que nosotros/as vivimos era otra parte de la Revolución, la de los/as obreros/as y campesinos/as.

No vamos a negarles a estos autollamados teóricos de las izquierdas, ciertas de sus referencias históricas, o lo que es lo mismo, su visión histórica de ciertos sucesos en las últimas décadas en Nicaragua. Y no las vamos a repetir, porque nos convertiríamos en personajes tan pesados y cansinos como ellos, pues de tanto repetir cada vez que hablan de Nicaragua, con análisis más de cronista de barrio o de tertuliano de Tele5, se pierden en la pataleta revisionista más que en verdaderos análisis teóricos o coyunturales. Simplemente es, su opinión.

Es cierto, muchos han podido ser los errores, más de los que nos hubiera gustado que sucedieran o de lo que realmente se ha realizado. Es cierto que ocurrieron muchos de los hechos relatados por Iosu y sus colegas, pero a fuerza de ser sinceros, no se puede ser más sesgado y afirmar situaciones sin tener todos los datos.

Nosotros/as no los tenemos, ni creemos que los tengamos nunca, y podemos tener nuestra opinión, incluso cercana a la de ellos/as, pero nunca nos permitiremos la osadía de decir que sabemos todo lo que pasó, que las cosas se hicieron a conciencia, o que casi somos como una arma intelectual contrarrevolucionaria del Imperio, pero disfrazados de revolucionarios/as para favorecer no sé qué planes de confabulación casi mundial. Vamos, los que dividimos a las izquierdas. Eso suena más bien a majadería.

En esto último estaríamos pues metidos junto con Cuba, el FMLN, la Revolución Bolivariana de Venezuela, Correa, Evo, Lula, las guerrillas colombianas, etc. Vamos, los mismos que hace unos años acompañaban a Fidel y Raúl en La Habana cada 1 de Mayo. ¡Qué mal ojo tenía Fidel, qué engañado, rodeado de esa gente en la que también aparecía Daniel!

Y sí, es cierto muchas de las situaciones que comentan que ocurrieron en Nicaragua, la cuestión es que puede ser que no ocurrieran tal como las cuenta él, o que le falten datos, o que se crea versiones de personas afines a sus amistades. ¿de verdad te crees, os creéis, a pies juntillas todo lo que cuentas o te han contado? Permitirnos poner en duda, pues, esos, tus-vuestros sesudos análisis.

En algo si podríamos estar acordes con vos, en que un Estado, y más si se denomina Revolucionario, debe ser siempre laico, aconfesional. Y sí, tenemos una gran contradicción, o por decirlo de forma nica más coloquial, una profunda arrechura con ciertas derivas religiosas de gente del Frente, de cuestiones como el aborto, o de cómo se ha dirigido el partido en ciertos momentos. Pero eso también lo conoce la militancia del Frente Sandinista desde hace tiempo. Claro que hay gente en desacuerdo, claro que hay profundas contradicciones, seríamos unos/as ilusos/as si no lo asumiéramos. Claro que hay voces a lo interno que no están de acuerdo con todo lo que se hace. Y por supuesto es su deber corregirlas.

Pero, os pregunto a vos y a otros/as que apoyáis esta situación que está postrando a Nicaragua ante una posible nueva guerra fratricida, y van... ¿Es necesario apoyar un Golpe de estado disfrazado de rebelión universitaria o de descontento de un sector de la población? ¿De verdad todos los muertos/as los ha producido el Gobierno o grupos afines? ¿Acaso no hay decenas de torturados, secuestrados, asesinados entre las filas sandinistas o trabajadores de alcaldías sandinistas? ¿Son los tranques y sus precursores los que tienen desabastecida a la población y han logrado un encarecimiento de los precios que afecta a la capa más humilde de la población nicaragüense o es el Gobierno? ¿No es menos cierto que en los tranques y en esas acciones vandálicas, no sólo podría haber sectores del pueblo, si no que además se está pagando a gente de las pandillas, o de las maras centroamericanas para crear zozobra en un País que era uno de los más seguros de América Latina?

También es notorio, parcial, interesado, y malvado, no hablar de con quién está alineados/as los/as amigos/as de Iosu. Si, los/as que abandonaron la Revolución y al FSLN. Cómo es posible que en sus análisis obvien, escondan y manipulen ciertas informaciones. Dígnanos pues, ¿No es el COSEP y la derecha más reaccionaria la que está apoyando, junto con la parte de la Iglesia más reaccionaria este intento de golpe de estado? ¿No son ciertos/as exsandinistas llenos de odio personal los/as que se está demostrando que están financiando y/o dirigiendo los secuestros, torturas, asesinatos selectivos de militantes sandinistas? Qué casualidad que a esos supuestos estudiantes autoelegidos como representantes de no sabemos qué juventud nicaragüense, se les vea acompañados de los políticos norteamericanos más reaccionarios, anticastristas, antichavistas, pura contra pueh. O que vayan a El Salvador a reunirse con la dirigencia de ARENA. Iosu, qué pronto se os olvida quién anda detrás de los asesinatos de Monseñor Romero, de Ellacuría, de los escuadrones de la muerte. ¿Esa es vuestra noción de izquierda? ¿Esto es lo que estáis defendiendo?

Habláis de excomandantes o intelectuales que están fuera del Frente. Es cierto, ¿pero éstos/as son más valiosos, o son más sinceros que los que se quedaron? ¿Es que la militancia del Frente es dunda y vive engañada? Por cierto, gracias a las proclamas llenas de odio de varios de ellos/as, fomentando el odio y la violencia casi enfermiza, logrando el asesinato selectivo de militantes sandinistas, han conseguido un efecto aglutinador que ha hecho volver con más ganas que nunca a militantes distanciados y adormecidos en la defensa del FSLN. Y ellos/as son los/as que decidirán cómo debe reorganizarse el Frente después de este acontecer histórico que está llevado a un derramamiento de sangre innecesario. Allá cada uno/a con sus responsabilidades, que las hay, y grandes, sobre la sangre y la destrucción de parte del país.

También se te olvida, o lo haces de soslayo, hablar de la implicación del Imperialismo Norteamericano. Y sí, tiene mucho que ver, como siempre en América Latina.

Por ello sólo os pido cordura, sensatez, valentía. Puede que una parte del pueblo de Nicaragua esté pidiendo cambios, también dentro de las filas del FSLN, pero lo que se está exigiendo es PAZ y DIALOGO. Y por ello os solicitamos, o nos sumamos a este carro o seremos cómplices de una situación en la que los bandos ya están claros.

Así pues, trabajemos por el Diálogo, por la Paz, porque Nicaragua está cansada de guerras, sobre todo si gente como nosotros/as, las vivimos y opinamos de lejos.

¡VIVA SANDINO!

¡VIVA LA REVOLUCIÓN POPULAR SANDINISTA!

- Jose Miguel Jimenez, Internacionalista. Euskal Herria
- José M. Torres Pérez. Internacionalista. Madrid
- Jaume Soler i Pastells. President SOARPAL. Catalunya
- Azucena de la fuente Yusta. Internacionalista. Estado español
- Joakin Alfonso Marín. Internacionalista. Estado español
- Pilar Navarro Rico, experta en cooperación al desarrollo, Madrid
- Javier Huerta Fernandez. Internacionalista. Catalunya
- José María Recover Sanz. Internacionalista.

Bol. 4 / Doc N°11 : Carta de excooperantes suizos con Nicaragua (Theo Buss entre muchos)

NICARAGUA – SOLIDARIDAD

Compañeras y compañeros « nicas » :

No es para regocijarnos juntos que les escribimos en este verano caluroso, sino para compartir nuestras preocupaciones por el futuro de un país que hemos aprendido a conocer, apreciar y amar a lo largo de diversos períodos de tiempo que han enriquecido nuestras vidas. Como habrán leído, escuchado o incluso visto, nuestra querida Nicaragua va por mal camino bajo la presidencia de Daniel Ortega y Rosario Murillo.

Desde abril de 2018, los enfrentamientos entre los estudiantes y otros cepos del pueblo, por una parte, y los organismos de represión, policía y « parapolicias », por otra parte, se han acelerado, con un balance espantoso para el pueblo nuevamente en lucha por liberarse del yugo:

más de 400 muertos

más 2,000 heridos

un sinnúmero de desaparecidos

detenidos: ya no se puede tener la cuenta...

Medidas impensables en otros tiempos han empeorado la situación, por ejemplo, el gobierno ha prohibido a los hospitales y a su personal acoger a los heridos, y ha despedido a decenas de médicos que no acataban esta medida inhumana.

Para decirlo en pocas palabras, parece que la pareja de aprendices dictadores y sus fieles secuaces han perdido la cabeza y olvidado todo lo que constituye un Estado de derecho, todo respeto a los Derechos Humanos e inclusive los principios básicos del derecho internacional, y trata de mantenerse en el poder a cualquier precio...

Ante una situación tan grave y actos represivos tan masivos, podríamos aludir al alejamiento geográfico y a la dificultad de hacer cualquier gesto de apoyo a favor de los que luchan al costo de su integridad física y de sus vidas. Frente a una tentación derrotista, preferimos recordar que en los años 70, el pueblo nicaragüense ha salido vencedor de una lucha desigual y al parecer desesperada. Los grupos de solidaridad de aquel tiempo han pululado, entre otros en Suiza, y han hecho su contribución a la victoria del auténtico Frente Sandinista, mientras que hoy, la sigla FSLN ha sido vilipendada por los déspotas traidores y sus secuaces.

Hoy nos dirigimos a ustedes para preguntarles si estarían listos para comprometerse nuevamente en **un movimiento de solidaridad con Nicaragua**, y mantener en alto los valores que hemos encontrado en un pueblo valiente, del que hemos aprendido tanto.

(...)

Aquí también les dejamos estos dos enlaces, que hemos considerado; analizan y describen muy bien la difícil situación después de 100 días de resistencia pacífica.

<https://confidencial.com.ni/los-primeros-100-dias/>

<http://www.envio.org.ni/articulo/5517>

Firmantes :

Francisca Pfister

Erick Aráuz

Gildas Allaz

Theo Buss

PS: Por favor, divulguen la carta entre otros ex-cooperantes.

Bol. 4 / Doc N°12 : Análisis histórico : el estatus de Daniel Ortega en América central
(enlace de Maurice Lemoine)

Nicaragua... in "Mémoires des luttes", novembre 2016

<http://www.medelu.org/Le-Nicaragua-sous-dictature-du>

Boletín 4: Comunicados y elementos factuales diversos

A) Número de fallecidos por Departamento y Regiones (Com. Interamericana Der. Humanos)
Fecha: 15 de agosto de 2018.



DEPARTAMENTOS / REGIONES

DEPARTAMENTO / REGIONES	CANTIDAD
MANAGUA	99
MASAYA	40
CARAZO	28
MATAGALPA	21
LEÓN	18
ESTELÍ	13
CHINANDEGA	9
JINOTEGA	9
RÍO SAN JUAN	9
RACCN – TRIANGULO MINERO	6
CHONTALES	5
BOACO	4
RACCN - BILWI	4
GRANADA	3
RACCS - BLUEFIELDS	1
TOTAL	269

MANAGUA

DISTRITOS	CANTIDAD
DISTRITO I	27
DISTRITO II	2
DISTRITO III	5
DISTRITO IV	5
DISTRITO V	7
DISTRITO VI	15
DISTRITO VII	23
TIPITAPA	8
CIUDAD SANDINO	5
MATEARE	2
TOTAL	99

FUENTE DE INFORMACION: MINSA- INSTITUTO DE MEDICINA LEGAL - P.D.D.H – CSJ – CSE- MEDIOS DE COMUNICACION

B) Datos inflados (Réd.: No tengo la fuente de ese breve texto !!!)

El informe de la CIDH registra (19/4 - 19/6) 212 fallecidos, 155 de los cuales coinciden con la lista de la CVJP, mientras que 34 habrían fallecido fuera del contexto del conflicto: 9 víctimas de robo con intimidación seguido de homicidio, 6 por enfrentamientos entre pandillas, 5 víctimas de homicidio por riñas personales, 5 muertes accidentales, 3 en accidentes de tránsito, 2 por problemas de propiedad, 1 debido a discriminación por orientación sexual, 1 que fue lesionado y no falleció, 1 por causa natural y 1 suicidio.

13 personas no aparecen en los registros de medicina legal y otras 10 son nombres de víctimas duplicados.

Esto significa que el 27% de las muertes reportadas en el informe de la Cidh no tendría nada que ver con el contexto de crisis y los enfrentamientos.

El informe de la ANPDH reporta (19/4 - 25/7) 448 fallecidos, 233 de los cuales coinciden con la lista de la CVJP, mientras que 105 habrían fallecido fuera del contexto del conflicto: 34 víctimas de robo con intimidación seguido de homicidio, 33 víctimas de homicidio por riñas personales, 10 debido a problemas de propiedad, 7 por enfrentamientos entre pandillas, 6 muertes accidentales, 6 en accidentes de tránsito, 3 por causa natural, 2 autores de robo con intimidación, 1 víctima de incendio, 1 debido a discriminación por orientación sexual, 1 víctima de violación y abuso sexual y 1 lesionada por arma de fuego.

57 personas no aparecen en los registros de medicina legal, 49 tienen identidad desconocida y 4 son nombres de víctimas duplicados.

En este caso, casi el 48% de las muertes registradas por la Anpdh no tendría nada que ver con la crisis y los enfrentamientos.

En el caso del CENIDH, la Comisión de la Verdad dijo que su último reporte fue en los primeros días del mes de mayo. Además, no se ha podido establecer comunicación debido a su negativa y falta de cooperación.

C) Extracto : comunicado del Gobierno de Nicaragua (No tengo la fuente ni más datos)

"El gobierno orteguista, además condecorará a 24 familias de policías muertos, que recibirán la Medalla al Honor Comandante Tomás Borge Martínez, impuesta por primera vez en la historia de la institución."

D) Un ejemplo de dos versiones en los medios del mismo acontecimiento ocurrido en León (Nicaragua)

D 1) Encapuchados golpean salvajemente a sacerdote de León (15 de setiembre) **El sacerdote podría perder uno de sus ojos, según informó monseñor Silvio Báez.**

Redacción Central **100% Noticias** (agencia de prensa)

Con su rostro moreteado e inflamado, así dejaron unos encapuchados al párroco de la Iglesia San Juan Bautista de Sutiaba en León, Abelardo Toval Ayesta. La agresión ocurrió en la madrugada de este sábado 15 de septiembre, en su casa de habitación. Los encapuchados ingresaron por el patio a la vivienda del padre que se ubica en el barrio San Felipe, una vez estando ahí lo golpearon fuertemente en el rostro, costillas y hasta quisieron asfixiarlo al colocarle un trapo en la cara, según dijo el padre Víctor Morales, quien es responsable de los medios de comunicación de la Diócesis de León.

"Por el patio se metieron tres personas con los rostros tapados, lo amarraron y golpearon fuertemente y lo dejaron amarrado. Se le robaron varias cosas de valor", dijo el padre Víctor, quien llegó a auxiliarlo.

Desconocen quien pudo realizar la agresión, ya que los delincuentes solo lo golpearon y le robaron sus pertenencias. El padre Abelardo nunca ha recibido amenazas de muerte.

El sacerdote fue atacado cuando se disponía en salir para dirigirse hacia su parroquia de Sutiaba, puesto que tenía que celebrar una misa a las 6:00 de la mañana.

El obispo de la Arquidiócesis de Managua, monseñor Silvio Báez, lamentó y condenó el ataque que sufrió el padre Abelardo Toval, que producto de la golpiza podría perder uno de sus ojos, informó Báez vía Twitter.

Lamento y condeno la brutal agresión sufrida hoy de parte de encapuchados por el Padre Abelardo Toval párroco de Sutiava en León. El padre corre el peligro de perder un ojo.

Mis oraciones por él, por Mons. Bosco Vivas y por todo el clero de la diócesis de León.

<https://t.co/7aNSsuqN6J>

D 2) Caen dos delincuentes que asaltaron y golpearon a un sacerdote en León

Managua. Radio La Primerísima | 15 de Septiembre de 2018 a las 11:51

<http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/general/249811/caen-dos-delincuentes-que-asaltaron-y-golpearon-a-un-sacerdote-en-leon>
<http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/general/249811/caen-dos->

[delinquentes-que-asaltaron-y-golpearon-a-un-sacerdote-en-leon/http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/general/249811/caen-dos-delinquentes-que-asaltaron-y-golpearon-a-un-sacerdote-en-leon/file://localhost/whatsapp/::send%3Ftext=http://www.radiolaprimerisima.com:noticias/general:249811:caen-dos-delinquentes-que-asaltaron-y-golpearon-a-un-sacerdote-en-leon:](http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/general/249811/caen-dos-delinquentes-que-asaltaron-y-golpearon-a-un-sacerdote-en-leon)



La Policía Nacional tiene detenidos a dos de los cuatro delinquentes que asaltaron y golpearon al sacerdote de la Iglesia San Juan Bautista en Sutiaba de la ciudad de León, Abelardo Toval, en un hecho ocurrido en horas tempranas de este sábado.

Los capturados son: Sergio Augusto Pacheco y Pedro José Pineda, quienes fueron presentados esta tarde por los mandos de la policía en la ciudad universitaria. También se informó que se busca a Larry José Rivera y Jorge Luis Zelaya, señalados de haber participado en este hecho delictivo.

“Los ladrones tomaron a la fuerza al sacerdote, le pusieron un trapo en la boca y lo golpearon en el rostro y las costillas. Le despojaron de varios artículos, entre ellos, prendas y su teléfono celular”, denunció el padre Víctor Morales responsable de comunicación de la diócesis de León. Toval se disponía a salir de su casa ubicada en el Barrio San Felipe de la ciudad de León para oficiar una misa a las seis de la mañana en Iglesia San Juan Bautista en Sutiaba.

De acuerdo con el sacerdote Víctor Morales, los delinquentes que agredieron al religioso lo dejaron amarrado para luego huir de lugar. Afirmó que fueron tres los responsables de este hecho.

Expresó que Toval se encuentra estable y está recuperándose de los golpes propinados por los delinquentes.

Se confirmó la detención de los agresores del sacerdote.

Redacción: JD, GF, SF, JP, PS, DD, CK
13 de octubre de 2018